

La conspiration

Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des médias

* * *

Serge Halimi et Arnaud Rindel

Ce texte est extrait des pages 233-243 de *Chomsky*, ouvrage collectif sous la direction de Jean Bricmont et Julie Frank, Cahier de L'Herne, Paris, 2007.

* * *

« Pour expliquer le fonctionnement des médias de masse, nous ne recourons à aucun moment à l'hypothèse d'une conspiration. »

Noam Chomsky et Edward S. Herman ¹

« [Les] pensées intentionnalistes et « conspirationnistes », de Chomsky à PLPL [...] tendent à faire de l'intentionnalité malfaisante de quelques Puissants dans l'ombre (adossés aux Médias) le principal dans les modes d'oppression. »

Philippe Corcuff ²

« J'avoue que depuis quelques temps il m'arrive parfois d'entendre et de voir des choses que personne n'a jamais vues ni entendues. »

Nicolas Gogol, *Le journal d'un fou*, 1835

Vouloir transformer toute analyse des structures de l'économie et de l'information en « théorie du complot » ne constitue pas une falsification ordinaire. Elle s'inscrit dans une logique d'ensemble. Depuis un quart de siècle, la contre-révolution néolibérale, la décomposition des régimes « communistes » et l'affaiblissement des syndicats ont concouru à la renaissance puis à l'hégémonie d'une pensée individualiste. Les institutions collectives sont démantelées ; celles que l'on édifie sur leurs décombres privilégient le consommateur désaffilié, l'« individu sujet ». La nouvelle idéologie dominante, qui accompagne cette grande transformation, la rend plus fluide, plus insensible aussi, en la proclamant « naturelle », produite par des forces telluriques auxquelles nul ne pourrait résister et qui, de surcroît, apporteraient dans leur sillage de nombreux bienfaits partagés.

Dorénavant perçues comme « marxistes » et donc dévaluées à l'égal des régimes qui se prétendaient tels, les analyses structurelles de l'histoire, de la politique et des médias sont par conséquent dédaignées. Le refus de postuler que la spontanéité des « acteurs » et l'élan impétueux des « droits de l'homme » seraient les principes essentiels guidant la mondialisation expose au risque d'être qualifié d'archaïque, d'extrémiste ou de paranoïaque.

Mais il faut bien « informer » et le faire à rebours des explications institutionnelles dorénavant proscrites. Les grands médias présentent alors l'actualité internationale et sociale sous forme d'une fable morale, à base d'affrontements binaires entre Bien (nous) et Mal (les autres), de portraits de grands hommes (tantôt héroïques, tantôt maléfiques), d'émotions successives propres à susciter la compassion unanime et le consensus apitoyé. La trappe de la « fin des idéologies » condamne

à la pendaison les « grands récits collectifs » construits autour d'une histoire sociale conflictuelle. De tels ancrages intellectuels auraient, prétend-on, favorisé un « totalitarisme », un « populisme » toujours menaçants – deux termes dont la généralisation dans la vulgate dominante suggère assez leur profit politique. Ne permettent-ils pas, au demeurant, de fustiger de concert des développements qui n'ont eu en commun que de mettre en cause la démocratie bourgeoise et son système de représentation, désormais sacralisés ?

Dans presque chacun des domaines des sciences sociales, la recherche et l'exaltation des traditions individualistes et libérales, associées aux concepts d'autonomie, de complexité, de liberté, de morale, deviennent omniprésentes³. Parallèlement, les mouvements historiques qui ont fondé une tradition qu'on ne peut pas encore liquider dans sa totalité (Révolution française, socialisme) passent au tamis de la nouvelle orthodoxie qui distingue en eux le grain des éléments jugés « récupérables » (en général cousins du libéralisme politique, du refus de l'arbitraire monarchique ou féodal) et la paille de ceux dont il conviendrait au contraire de se débarrasser (par exemple quand ils concourent autrement qu'en paroles à un projet égalitaire accusé d'avoir débouché sur une « utopie meurtrière »).

Dorlotés par les médias et par les intellectuels que ces médias consacrent, une philosophe proche du pouvoir (Monique Canto-Sperber) prétend ainsi « sauver » le socialisme en exhumant ses dimensions libérales ; un historien (François Furet) avait entrepris de casser le « bloc » de la Révolution française pour en exciser la tumeur de la radicalisation jacobine – et n'avoir ainsi à célébrer que les promesses d'une aristocratie éclairée adossée à une bourgeoisie girondine. Enfin, un penseur du patronat français (François Ewald) s'emploie à ce que chacun retienne de Michel Foucault l'homme prétendument séduit par la fluidité d'une société civile dégagée de la gangue de l'État et en harmonie avec le marché⁴. Nul ne parle pourtant à propos de ces auteurs-là de fomenteurs d'un « complot libéral »...

L'appétit à traquer partout les fragments d'une pensée individualiste en consonance avec l'air du temps, l'acharnement à secourir des penseurs prestigieux de leurs égarements supposés n'épargnent plus ni Marx ni Proudhon⁵. Certains intellectuels et journalistes, autrefois issus de la gauche contestataire et qui dorénavant convoitent d'autres espaces politiques, plus

moelleux, n'ont en effet de cesse de reconstruire les références qui les ont structurés politiquement pour pouvoir ensuite prétendre être demeurés fidèles à leurs engagements passés, mais une fois ceux-ci compris avec un surcroît de maturité – et digérés. Même Bernard-Henri Lévy, ami et propagandiste des plus grands capitalistes français, n'a pas hésité à se proclamer biographe de Sartre et héritier de son engagement existentialiste.

Néanmoins, quand les « classiques » de la contestation demeurent encore en vie, la relecture dé-radicalisée de leurs travaux requiert leur concours (Toni Negri, Jürgen Habermas). Faute de quoi, tel l'exégète vaniteux de Mc Luhan chapitré par le maître dans une scène du film *Annie Hall*, on risquerait d'être désavoué par l'auteur qu'on a interprété trop librement. Chaque fois que l'assistance de ce dernier n'est pas acquise – ou quand il est certain que sa récupération sera impossible – le recyclage manipulateur doit céder le pas à l'opposition frontale. Et alors, à la guerre comme à la guerre : contre les pourfendeurs de la « complexité », la fin justifie les moyens.

C'est dans ce contexte général qu'il convient de replacer la stigmatisation de quiconque – Chomsky ou un autre – entreprend d'étudier un ensemble de contraintes systémiques, donc collectives, pour tenter d'en déduire le comportement vraisemblable des agents d'un champ donné (économique, culturel, médiatique)⁶. L'idée que des pesanteurs sociales produisent des effets distincts de ceux qu'enfanterait la seule volonté des individus incommode assez naturellement tous ceux qui privilégient des déterminations privées plus ou moins dépolitisées : choix du sujet, aptitude à l'« éthique » salvatrice qui protège le système contre ses « excès ». À travers cette grille de lecture strictement individualiste, la critique d'une institution ne peut qu'apparaître comme une mise en cause de la moralité des individus qui la compose ; un dysfonctionnement général – autre que ponctuel – ne saurait exister s'il n'a été intentionnellement et collectivement planifié. La multiplication des critiques formulées à l'encontre des grands médias a donc été traitée par ces mêmes médias comme un supposé « retour des théories du complot ». Leur intérêt affiché pour ce thème a, comme souvent, « spontanément » coïncidé avec une recrudescence des essais diffusés en librairie⁷. L'ensemble s'est traduit par l'assimilation de plus en plus fréquente de toute critique de l'institution médiatique à des conspirations imaginaires⁸.

- I -

D'emblée, il faut souligner le paradoxe de la plupart des attaques contre « Pierre Bourdieu » ou « Noam Chomsky »⁹. On reproche à ces deux auteurs de ne pas reconnaître le caractère presque spontané de la transformation économique du dernier quart de siècle, liée à des phénomènes posés comme « naturels » et détachés d'une intention politique et sociale (« mondialisation », « révolution technologique »).

Néanmoins, on les pourfend simultanément pour avoir énoncé que des déterminations collectives contraindraient la volonté individuelle.

La juxtaposition de ces deux reproches aboutit à suggérer que l'homme serait autonome vis-à-vis de son groupe social, mais la société des hommes impuissante contre le marché. Déduire les comportements des particuliers de

leur socialisation (y compris par l'information, plus ou moins biaisée, qu'ils reçoivent sur leur environnement) et chercher à expliquer des politiques économiques par les intérêts d'une classe au pouvoir oblige à devoir se défendre de croire en un « *ordre né d'un complot à la manière d'un nouveau protocole des Sages de Sion* » ¹⁰.

C'est imputer une vision sociale bien naïve, pour ne pas dire enfantine à des intellectuels radicaux. Plutôt que née dans le cerveau de « Chomsky » ou de « Bourdieu », on la croit volontiers produite par celui d'un adolescent projetant sur eux ses fantasmes nés d'une fréquentation trop exclusive des romans d'espionnage et des séries télévisées ¹¹.

En 1988, l'économiste Edward S. Herman et le linguiste Noam Chomsky publient un ouvrage devenu l'une des références de la critique radicale des médias, *Manufacturing Consent. Political economy of the mass media (La fabrication du consentement. L'économie politique des médias de masse)* ¹². Les auteurs y argumentent que les entreprises médiatiques, loin d'éclairer la réalité du monde social, véhiculent une image de ce monde conforme aux intérêts des pouvoirs établis (économiques et politiques).

Les réactions de la plupart des journalistes en vue sont à l'image du commentaire de Tom Wolfe, écrivain américain – et père du « nouveau journalisme ». Il tranche avec dédain : « *C'est la vieille théorie de la cabale qui veut que quelque part autour d'un bureau feutré une bande de capitalistes tire les ficelles. Ces bureaux n'existent pas. Je regrette d'avoir à le dire à Noam Chomsky* » ¹³. Depuis lors, le linguiste n'a cessé de répéter que son analyse ne reposait sur aucune forme de conspiration. Et qu'il avançait « *exactement l'inverse* » de la caricature que Tom Wolfe lui prêtait.

Ce qui pouvait à la rigueur passer pour un malentendu en 1988 est devenu, en général sous des plumes infiniment moins talentueuses et divertissantes que celle de Tom Wolfe, un procédé de disqualification ordinaire. Il est d'autant plus courant quand ses utilisateurs, situés sur l'espace progressiste de la comète politique, perçoivent en Chomsky un empêchement de moraliser en rond.

En France, pays où cette campagne ne paraît connaître aucun répit, ce sont donc surtout des périodiques et des intellectuels catalogués à « gauche » qui se sont acharnés à falsifier les travaux et les conclusions du linguiste américain afin de maintenir vivace sa « mauvaise réputation » ¹⁴.

Dès la rédaction de *Manufacturing Consent*, Chomsky et Herman pressentaient l'orage à venir. « *Les critiques institutionnelles, telles que celle que nous présentons dans cet ouvrage sont souvent discréditées par les commentateurs de l'establishment comme étant des "théories du complot"* ». Pour tenter d'y remédier, ils prenaient soin de préciser, dès la préface : « *Pour expliquer le fonctionnement des médias de masse, nous ne recourons à aucun moment à l'hypothèse d'une conspiration* ».

Cette double précaution aurait dû paraître inutile. Aux yeux d'un lecteur normalement constitué, l'analyse proposée dans *Manufacturing Consent* a en effet à peu près autant de chances de passer pour une théorie du complot qu'un champ de tournesols pour une batterie de casseroles. Le propos du livre souligne que les forces qui conduisent les médias à produire une information politiquement et socialement orientée, loin d'être enfantées par l'amoralité de certains individus, tiennent avant tout à des mécanismes inscrits dans la structure même de l'institution médiatique – son mode d'organisation et de fonctionnement en particulier.

Selon Chomsky et Herman, ces mécanismes opèrent sous forme de « filtres », de « *facteurs institutionnels qui fixent les limites à ne pas franchir dans la diffusion des faits et leur interprétation, au sein des institutions à caractère idéologique* » ¹⁶.

Le premier filtre tient à la nature des propriétaires des médias dominants. Détenus par des oligopoles privés, ces moyens d'information et de communication sont mus par la logique du profit maximum.

Le second filtre renvoie aux sources de financement des grandes entreprises médiatiques. Leurs recettes proviennent principalement de leurs clients – les annonceurs – auxquels elles vendent des taux d'audience.

Le troisième filtre concerne les sources d'information privilégiées par les journalistes.

Le quatrième correspond aux protestations adressées aux responsables de la presse, lesquelles contribuent à apprécier les limites de ce qui est diffusable sans risque.

Le dernier filtre est celui des présupposés idéologiques dominants, intériorisés par les journalistes et qui guident leur interprétation de l'actualité comme le compte rendu qu'ils en font. Dans les années 80, le présupposé dominant était l'idéologie anticommuniste. Il est désormais « *surpassé par une force idéologique plus puissante encore, celle de la croyance dans le "miracle du marché" (selon l'expression de Reagan)* » ¹⁷.

Ce cadre d'interprétation général détermine le traitement réservé aux politiques, gouvernements et interlocuteurs « orthodoxes ». Ils sont systématiquement valorisés et leurs erreurs, voire leurs crimes, paraissent toujours moins atroces que ceux que commettraient des « dissidents » au système de croyance dominant.

Ces cinq filtres ont une particularité commune. Tous favorisent le contrôle et l'orientation de l'information dans un sens conforme aux intérêts privés. « *Les mêmes sources de pouvoir sous jacentes qui possèdent les médias et les financent en tant qu'annonceurs, qui jouent le rôle de "définisseur primaire" des "nouvelles", qui produisent les "tirs de barrage" et les experts orthodoxes, jouent également un rôle clé dans la définition des principes de base et des idéologies dominantes* » ¹⁸.

- II -

Sorti à Paris en 1993 sous le titre *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, le documentaire de Peter Wintonick et Marc Achbar (*Manufacturing Consent : Noam Chomsky and the media*) a permis de constater que, malgré les précautions des auteurs, l'assimilation de leur travail sur les médias à une « théorie du complot » est aussi ancienne que récurrente. Pas une réunion publique filmée par les réalisateurs ne semble se tenir sans qu'un participant n'entreprenne de demander des comptes à Chomsky sur les délires paranoïaques qui lui sont imputées. Alors, de débats en conférences, le linguiste répète. « Une des données structurelles du capitalisme entrepreneurial est que les "joueurs" doivent accroître leurs profits et leurs parts de marchés – s'ils ne le font pas, ils seront éliminés de la partie. Aucun économiste ne l'ignore : ce n'est pas une théorie du complot de le souligner, c'est simplement prendre en compte un fait caractéristique de cette institution ¹⁹ ».

Mais rien n'y fait. En 2002, l'éditorialiste Philippe Val, patron d'un hebdomadaire satirique longtemps classé à gauche, *Charlie Hebdo*, inquiet de l'influence radicale de Noam Chomsky, entreprend de la contrecarrer dans trois éditoriaux successifs, d'autant plus vindicatifs qu'ils fourmillaient d'erreurs. La transcription en français d'une des conférences du linguiste, donnée onze ans plus tôt ²⁰, a suffi à Philippe Val pour aboutir à ce verdict : « Pour lui [Chomsky], l'information [...] n'est que propagande ²¹ ». Une fois de plus, Chomsky rabâchera alors : « Je n'ai jamais dit que tous les médias n'étaient que propagande. Loin de là. Ils offrent une grande masse d'informations précieuses et sont même meilleurs que par le passé [...] mais il y a beaucoup de propagande ²² ».

Il n'est pire sourd... Au même moment, Daniel Schneidermann, journaliste spécialisé dans l'observation des médias, « résume » à son tour « la thèse [...] du linguiste Noam Chomsky » : « Asservis au lobby militaire industriel, obéissant au doigt et à l'œil à des consignes politiques, ils [les médias] n'ont de cesse de débiter des futilités au kilomètre, pour empêcher "la masse imbécile" de réfléchir à l'essentiel. ²³ »

En 1996, Edward Herman avait pourtant lui aussi précisé les choses : « Nous avons souligné que ces filtres fonctionnent essentiellement par l'intermédiaire des actions indépendantes de nombreux individus et organisations, qui peuvent parfois, mais pas toujours, avoir des points de vue similaires et des intérêts communs. En bref, le modèle de propagande décrit un

système de traitement et de régulation décentralisé et "non-conspiratonnaire" s'apparentant à un système de marché, bien que le gouvernement ou un ou plusieurs acteurs privés puissent parfois prendre des initiatives et mettre en œuvre une action coordonnée des élites sur un sujet précis ²⁴ ».

« Si je parlais de l'Union Soviétique, complétait Chomsky, et que je disais, "regardez, voici ce que le bureau politique a décidé, et ensuite le Kremlin a fait ça", personne ne qualifierait cela de "théorie conspirationniste" – tout le monde comprendrait que je parle seulement de décisions planifiées. Seulement voilà, ironisait le linguiste, « ici, personne ne planifie jamais rien : nous agissons guidés uniquement pas une sorte de bienveillance universelle, en trébuchant de temps en temps ou en faisant parfois des erreurs. [...] Dès que vous décrivez des réalités élémentaires, et attribuez une rationalité minimale aux pouvoirs en place [...] c'est une théorie conspirationniste. » ²⁵

C'est peine perdue. En 2004, Géraldine Muhlmann publie *Du journalisme en démocratie*. Le livre, qui lui vaut aussitôt un déluge de critiques louangeuses, résume les 400 pages de *Manufacturing Consent* en une douzaine de lignes attribuant doctement aux deux auteurs un « schéma public innocent / journalistes malfaisants, le premier étant pris en otage par les seconds ²⁶ ».

Au nombre des louanges que lui vaut ce résumé particulier, Géraldine Muhlmann reçoit ceux de Philippe Corcuff. Cet universitaire lyonnais a fait de la « complexité » une de ses marques de fabrique (au point qu'il est sans doute l'un des seuls au monde à avoir compris le sens et l'intérêt du concept, assurément complexe, de « social-démocratie libertaire » dont il est l'auteur). Il découvre pourtant à son tour en Pierre Bourdieu, en Noam Chomsky (mais aussi en Acrimed et en PLPL) une « rhétorique du "complot" » qui valorise « l'intentionnalité de quelques acteurs "puissants" » ²⁷. Il a fallu assurément que Philippe Corcuff empile tous ses talents de maître de conférences en science politique, de militant de la LCR et de membre du conseil scientifique d'Attac pour que l'analyse « structurelle » des médias se voit ainsi ramenée à la « rhétorique de quelques acteurs ». Cette prouesse lui a valu d'être à son tour encensé par Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du *Monde*, qui désormais s'inquiète lui aussi de « cette vision du monde » dans laquelle « il n'y a place que pour des machinations individuelles » ²⁸.

Ces charges incessantes présentent une caractéristique commune : elles se limitent toutes à déprécier les *conclusions* de Chomsky, sans jamais évoquer les preuves qui viennent les étayer.

Examiner les faits rapportés par les auteurs avant de prétendre trancher sur leur interprétation devrait constituer un préalable à toute discussion sérieuse. Mais on perçoit aussitôt le problème qui naîtrait de tels scrupules. Il faudrait alors se frotter à la masse d'observations – rigoureuses et détaillées – présentées par Chomsky et Herman pour fonder leurs analyses. Et si au terme d'un tel examen, on devait admettre la réalité des déformations rapportées, il ne suffirait plus de discréditer l'explication avancée par les auteurs : il deviendrait urgent d'en proposer une autre. La tentative de ramener cette désinformation *ordinaire* à des « emballements » *extra-ordinaires* ou à des « imperfections inévitables » ne saurait suffire – surtout après que chacun ait signifié à quel point le rôle de l'« information » constituait un marqueur fondamental entre démocratie et dictature.

La dénonciation de la prétendue théorie du complot de Chomsky – et de ceux qui en France, recourent au même type d'analyse institutionnelle – se limite donc, sagement, à marteler un reproche infondé. Aux yeux de la masse des non-lecteurs des travaux incriminés, la répétition de la même imputation vaudra confirmation de sa véracité – et invitation à ne pas s'abîmer dans une lecture présentée comme aussi fruste.

Les assauts répétés contre la critique radicale des médias dévoilent par ailleurs une contradiction intellectuelle. D'une part, les assaillants reprochent aux deux critiques de défendre l'idée d'une conspiration ourdie dans l'ombre. Mais, au même moment, ils relèvent que cette « théorie du complot » a recours à des documents publics, à des citations de presse, preuve que cette critique se réfute d'elle-même, et que la couverture médiatique des sujets controversés serait en réalité adéquate.

Pourtant, dès lors que, de l'aveu même de ses adversaires, la critique radicale s'appuie sur des documents publics, des intérêts transparents et publiquement énoncés, comment pourrait-elle renvoyer à des comploteurs tapis dans d'obscurs « bureaux feutrés » ? La réponse est déjà trouvée : puisque que la critique des médias est une « théorie du complot », la transparence des logiques qu'elle éclaire... prouve son ineptie ! Nicole Bacharan, chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris, explique ainsi, matoise : « *Ce qui à mon sens [...] défait totalement la théorie du complot à cet égard, c'est que c'est très, très clair. Les intérêts [...] ne sont pas cachés, il n'y a pas besoin d'aller soulever des coins d'ombre* ²⁹ ».

Il vaut ici de noter que la chargée de cours est également une commentatrice, aussi omniprésente que peu reconnue par ses pairs universitaires, de la politique

américaine dans les médias français. La surface journalistique est d'ailleurs en général proportionnelle à la disposition à fustiger... le simplisme de la critique radicale du journalisme. Qu'on ne cherche nulle « théorie du complot » dans cette remarque ancrée dans une observation psychologique tout à fait ordinaire : un système qui fait appel à vous (et qui vous rémunère, vous promet) ne saurait jamais être tout à fait mauvais.

Odieux quand on croît le débusquer sous la plume de Chomsky (qui n'y a jamais recours), l'usage, usuel, d'un champ lexical « conspirationniste » ne provoque en revanche aucune protestation quand on le retrouve dans la bouche ou dans les textes des avocats du système social.

Ainsi, lors des grèves du printemps 2003, le ministre de l'éducation nationale français de l'époque, le philosophe médiatique Luc Ferry, s'indignait du comportement des enseignants en dénonçant à plusieurs reprises « *une campagne de désinformation* ³⁰ ». Deux ans plus tard, les lycéens en colère lui parurent « *manipulés* » par leurs professeurs ³¹. Curieusement, nul ne reprocha à l'essayiste-ministre de propager une image simpliste et uniforme d'un corps de métier, ou une vision « conspirationniste » d'un mouvement social.

De même, Géraldine Muhlmann n'est pas souvent soupçonnée de défendre une théorie du complot, d'exagérer le caractère secret et les ressorts inavoués des dynamiques sociales quand elle s'interroge sur l'utilité du journalisme qui devrait davantage « *aller voir où en général personne ne va, dans les lieux cachés* ³² ». Le même reproche ne fut pas non plus opposé à Laurent Joffrin lorsqu'il s'exclama qu'« *évidemment, les pouvoirs cachent les choses* ³³ », pas plus qu'à Daniel Schneidermann au moment où le chroniqueur du *Monde* écrivait : « *Être journaliste, c'est ne croire rien ni personne, savoir que tous mentent, qu'il faut tout vérifier en permanence* ³⁴ ». Désinformation, tromperies, vérités cachées, mensonges, complicité... quel critique des médias, même radical, emploierait impunément un tel vocabulaire ? ³⁵

Comme les pourfendeurs de l'« analyse institutionnelle » sont en peine – et pour cause – d'expliquer en quoi celle-ci constituerait une vision « conspirationniste », ils procèdent par amalgame. Si ce n'est toi, c'est donc ton frère... Ainsi, se penchant sur le terreau ayant favorisé l'irruption de Thierry Meyssan sur la scène médiatique, Daniel Schneidermann a associé dans un même passage X-files, Michael Moore, David Vincent (héros d'une série télévisée des années 60 ayant pour thème l'invasion extra-terrestre), le film *JFK* d'Oliver Stone (attribuant l'assassinat de Kennedy à un complot) et « *la thèse depuis de longues décennies du linguiste Noam Chomsky* ³⁷ ».

Si le camp des paranoïaques est délimité avec énormément de générosité, les arrières-pensées qu'on lui

prête sont plus étroites. Pour Géraldine Muhlmann, la critique radicale qui « *n'est pas claire sur ses implicites*³⁸ », aurait tendance à « *glisser, parfois, sur une pente antidémocratique*³⁹ ». Nicolas Weill, journaliste au *Monde*, félicita aussitôt la philosophe amie des médias d'avoir perçu cette « *tendance non assumée à l'antidémocratie* ». Il regrettait cependant que « *L'analyse n'a[it] pas été poussée jusqu'au point où la critique du journalisme au XIXe et au début du XXe siècle épouse un autre phénomène : celui de l'antisémitisme*⁴⁰ ».

- IV -

Demeure alors le plus singulier : la plupart des pourfendeurs de la critique radicale des médias concèdent que celle-ci est en partie fondée ! Le *Figaro magazine* s'inquiète, par exemple, de « *l'implacable logique économique* » de l'audiovisuel⁴¹. Géraldine Muhlmann reconnaît que lorsque le journaliste « *flirte plutôt avec le pouvoir [...] on a raison de dénoncer*⁴² ». Philippe Val convient que Chomsky « *a raison* » de dénoncer « *l'influence des médias*⁴³ ». Et certains journaux résidant au cœur des réseaux de connivence intellectuelle et politique, tel le *Nouvel Observateur*, n'hésitent pas à évoquer l'urgence de « *porter la plume dans la plaie*⁴⁴ » face au « *danger pour la démocratie* » – rien de moins – que constituerait le « *mélange des genres entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui sont censés le contrôler*⁴⁵ ».

La perplexité n'a qu'un temps ; derrière les concessions superficielles à la critique radicale se profile une dénégation fondamentale. Contraints et forcés, les journalistes en vue et leurs faire-valoir universitaires concèdent que les remontrances sont justes... mais c'est pour ajouter que ceux qui les formulent ont tort. Leur objectif principal semble être de circonscrire l'espace des dérives qu'ils reconnaissent pour mieux répéter qu'elles n'entament en rien la mission démocratique des médias.

Directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* après avoir été celui de *Libération*, chroniqueur sur France Inter, responsable d'émission sur La Chaîne histoire, intervenant régulier sur France 5, Laurent Joffrin a supervisé en 2003 le dossier du *Nouvel Observateur* sur « *La face cachée du journalisme* »⁴⁶. Il y a soutenu que « *l'enquête et le bon sens montrent que dans le système médiatique français, pluriel en dépit de tous ses défauts, les informations importantes sortent, les débats ont lieu (sur la presse, notamment), les puissants sont critiqués et les maux de la société sont très largement exposés* ». En explorant la « *face cachée* », on la découvrirait donc à la fois transparente et plutôt avenante...

On le voit, des élites intellectuelles et médiatiques reprochent à l'analyse institutionnelle tout et son contraire, exigent d'elle qu'elle respecte des principes qu'ils n'appliquent pas aux autres, la réduisent à une vague opinion en occultant toute la part d'argumentation rationnelle qui fonde sa légitimité, n'informent pas sur cette critique (et ne s'informent sans doute pas eux même à son sujet), limitent leurs seuls « arguments » à des amalgames enfantins, des insinuations diffamatoires et des imprécations sans réplique. Ces attaques recèlent par conséquent toutes les caractéristiques de la propagande...

« *Un journalisme qui n'est pas "de marché", poursuivait alors le très subtil Laurent Joffrin, c'est un journalisme qui est un journalisme d'État. Et quand l'État contrôle la presse, ça ne va pas!* » Les conséquences détaillées par Chomsky du capitalisme entrepreneurial se voyaient par conséquent expédiées en quelques mots. Et ramenées à de simples « excès » : « *Libéralisme et journalisme sont intimement liés ; mais pour le bien ! [...] Il y a les excès du libéralisme. Ça, c'est autre chose. Mais au cœur des choses, si les journaux sont libres, ce sont des entreprises*⁴⁷ ».

Une telle conclusion n'interdit-elle pas ensuite de prétendre résoudre un problème dont on conteste l'existence ? Et, face à l'inculture historique d'une remarque opposant de façon aussi binaire marché et État, faut-il encore suggérer à Laurent Joffrin la lecture, sinon de Karl Marx (à l'impossible nul n'est tenu), au moins de *Tintin au pays de l'or noir* ?

Le refus d'une critique structurelle apparaît toutefois moins déconcertant quand on observe qu'il provient avant tout de journalistes occupant des positions de pouvoir ou de prestige, et retirant de leur médiatisation des dividendes symboliques non négligeables (notoriété), lesquels peuvent ensuite se transformer en avantages financiers appréciés – y compris par voie de promotion gratuite de leurs ouvrages, disques ou concerts⁴⁸.

Leur rejet de tout ce qui pourrait les renvoyer à leur responsabilité propre de décideur est d'autant plus violent et sincère qu'ils ont intériorisé un système de valeur néolibéral accordant une place centrale à l'impulsion de l'entrepreneur. La remise en cause de l'ordre social capitaliste à laquelle conduit l'analyse structurelle leur paraît aussi menaçante que l'évocation d'une intentionnalité qui ne serait pas aussitôt accompagnée des précautions permettant de ne pas se sentir soi-même visé.

Pour être audible par les tenants du pouvoir médiatique, la critique doit ainsi donner à chacun la possibilité de s'en exclure. Ou celle de plaider un court-

circuit collectif (« dérapage » général des médias pendant la guerre du Golfe), lequel ne fait jamais que précéder le rétablissement de la lumière pluraliste et la publication des actes d'un colloque examinant le cadavre d'une faute afin de mieux l'incinérer.

Ainsi, si *Le Nouvel Observateur* refuse l'idée d'une « *soumission automatique* », c'est aussi, et surtout pour rappeler que face à la « *contrainte [publicitaire] qui pèse sur l'indépendance des journalistes [...] certains – dont l'Obs – résistent, d'autres non* » (30.03.03).

De même, si « *l'unilatéralisme* » des critiques irrite tant Philippe Corcuff ⁴⁹, c'est avant tout parce qu'il conduit à dénoncer les « *faux critiques [...] qui peupleraient les médias* », parmi lesquels « *Charlie Hebdo* » (qui employait à l'époque Corcuff Philippe) ou amènerait à ne plus voir « *les différences* », et notamment à confondre « *Charlie Hebdo avec TF1* » (faisant très peu appel aux journalistes et aux essayistes extérieurs à la chaîne, TF1 est devenue la cible habituelle de tous les insolents institutionnels qui n'apprécient l'insolence que quand elle ne les expose à aucun désagrément.)

S'il admet « *la justesse de certaines critiques* », le journaliste du *Monde* Thomas Ferenczi introduit lui aussi un bémol distrayant : la nécessité de « *reconnaître que Le Monde [est] précisément un de ceux qui, dans la mesure de leurs moyens, tentaient de résister à ce mouvement* ⁵⁰ ».

Tous les « *grands journalistes* » sont ainsi prêts à pointer, et même à condamner des « *dérives* » à condition que l'on reconnaisse (et célèbre) simultanément le statut d'exception que chacun revendique. Car, selon eux, concéder l'existence d'« *imperfections* » structurelles ne doit pas conduire à interroger la légitimité d'un système qu'ils ont choisi de perpétuer. À la fois porteurs de « *mauvaises nouvelles* » et miroir braqué sur un océan de compromissions ordinaires, les analystes *radicaux*, qui souhaitent prendre le mal à *la racine*, ne pouvaient pas escompter être reçus à bras ouverts par les dîneurs dont ils viendraient perturber les agapes.

Toutefois, si « *les critiques [...] contre le journalisme ont souvent irrité les journalistes* », ce n'est pas uniquement parce que ces derniers contestent servir des intérêts particuliers ou, comme le suggère Thomas Ferenczi, qu'ils « *se sont rarement reconnus dans l'image donnée d'eux* ⁵¹ ». Les journalistes ne sont pas inconscients à ce point. Une partie d'entre eux a bien perçu la menace que la critique radicale faisait peser sur l'illusion de pluralisme qui fonde leur position sociale et leurs privilèges de « *contre-pouvoir* ». Ils savent aussi que les auteurs d'articles et les reporters d'images sont de moins en moins maîtres de ce qu'ils produisent, que les sociétés de rédacteurs disparaissent ou s'étiolent, que le poids du capital et de la publicité se font chaque jour plus lourds. Quiconque souhaite préserver l'illusion d'une liberté des journalistes au moment où celle-ci s'amenuise, doit par conséquent réactiver en permanence le mythe du reporter sans frontières et sans œillères.

Depuis plusieurs années, la presse quotidienne connaît un recul de sa diffusion et de ses recettes publicitaires. Parallèlement, l'image des médias auprès du public se dégrade ⁵². Conscients de leur discrédit croissant que les campagnes permanentes d'héroïsation de la profession n'entament pas, les patrons de presse et les responsables éditoriaux admettent qu'il n'y a « *plus moyen de tourner autour du pot* ⁵³ ». Ils entendent cependant conserver à tout prix le monopole de la critique du journalisme, moyen de s'assurer qu'elle ne les menacera pas. Ils ont alors recours à plusieurs techniques.

La plus simple est de discipliner leurs troupes : l'article 3b de la convention collective nationale des journalistes restreint leur liberté d'expression publique en stipulant qu'ils ne devront « *en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse dans laquelle ils travaillent.* » Certains journalistes en ont déjà fait l'amère expérience ⁵⁴.

Assurer la cohésion d'un groupe en sanctionnant les mauvais éléments et les mutins potentiels n'est pas une technique propre aux entreprises de presse. Priver de parole les critiques les plus intraitables en invoquant contre eux son souci de la démocratie constitue un procédé plus singulier. Il n'a cours qu'en raison du double privilège de la presse : celui de pouvoir célébrer le courage collectif de la profession chaque fois qu'un journaliste particulier est enlevé ou tué dans l'exercice de son métier (c'est ce qui explique l'écho formidablement narcissique que suscite dans l'ensemble des médias chacune des initiatives de Reporters sans frontières); celui, symétrique, de pouvoir occulter ou filtrer les critiques qui lui sont adressées. Il y a là un avantage exorbitant du droit commun. Une affaire peu reluisante pour les camionneurs, les maçons, les apothicaires peut trouver un écho dans l'opinion à condition qu'elle intéresse certains journalistes; en revanche, une affaire peu reluisante pour les journalistes a peu de chances d'être relayée par des camionneurs ou des maçons à l'ensemble de la population des apothicaires.

Or la presse concède aux intellectuels critiques peu d'occasions d'exposer eux-mêmes, *librement* (c'est-à-dire sans contrôle, ni intermédiaire, ni interjections permanentes), leurs analyses au grand public, hormis par voie de diffusion en librairie de leurs ouvrages (pour ceux qui parviennent à être édités) et de samizdats dans le cyber-espace. Au demeurant, les grands médias, non contents de ne se sentir aucunement tenus de donner la parole à ceux qu'ils pourfendent avec d'autant plus d'aisance qu'ils en déforment la pensée, appliquent avec parcimonie leur obligation légale de publier les droits de réponse qui leur sont adressés ⁵⁵.

Pour justifier cet ostracisme, les notables médiatiques avancent que toute critique radicale émanant de l'« *extérieur* » des rédactions serait porteuse d'un nouveau totalitarisme. Cette ligne de défense, la « *préférence journalistique* », a été théorisée par Jean-Marie Colombani. Selon le directeur du *Monde*, il est « *impossible de réguler, contrôler ou discipliner la*

presse du dehors sans remettre en cause ce qui fonde le principe même de la liberté d'expression » [56](#).

Un son de cloche identique a carillonné dans les colonnes de *Charlie Hebdo*, où Philippe Val, ulcéré par la création d'un Observatoire Français des Médias (OFM), a pourfendu dans un éditorial les « flics de la presse ». D'après lui, toute observation extérieure s'assimilerait à une « milice de la presse » pour ne pas dire « une machine à délation morbide, se nourrissant de la haine des journalistes en général » [57](#).

Les journalistes, seuls autorisés à critiquer les médias, à commenter les travaux sur la presse, à prescrire ceux qui méritent d'être lus, à censurer ceux qui les indisposent ? Pourquoi refuser alors que les militaires deviennent seuls habilités à enquêter sur les crimes de guerre, qu'on réserve aux prêtres le droit de réfléchir sur la religion, ou que les accidents du travail ne surgissent dans l'« actualité » qu'à compter du moment où le patronat s'en inquiète !

Pour conserver le monopole de la critique légitime, et garantir son innocuité, les hiérarques médiatiques disposent d'un stratagème complémentaire. Il consiste à filtrer les éléments extérieurs qui peuvent « entrer », c'est-à-dire à s'assurer le concours des commentateurs auxquels on accordera la parole [58](#).

Or deux mécanismes incitent les « intellectuels médiatiques » – ceux qui souhaitent le devenir comme ceux qui entendent le rester – à se conformer au credo des responsables éditoriaux et des patrons de presse. Ce sont le désir de carotte et la peur du bâton. D'une part, l'éloge des médias dominants et la condamnation des critiques radicales rapportent des dividendes appréciables, en terme de parts d'exposition dans la presse, laquelle s'accompagne d'invitations à des colloques et de facilités d'édition. Symétriquement, ceux qui reprendraient les critiques radicales des médias à leur compte encourent rappels à l'ordre puis mises à l'index.

On comprend dans ces conditions que le tressage de lauriers médiatiques soit devenu un petit commerce en

expansion. Ses praticiens les plus zélés – qui sont aussi souvent les plus médiatisés – peuvent s'abandonner à de véritables envolées. Ainsi, commentant dans sa revue *La règle du jeu* (mai 2004), « L'affaire *Le Monde* », Bernard-Henri Lévy (414 apparitions à la télévision [59](#) et des dizaines de tribunes et « reportages » publiés dans *Le Monde*) chante les louanges de « la presse, reporters de guerres et grands éditorialistes associés dans le même combat pour la vérité, la probité, la responsabilité. » Mais il salue aussi la « grandeur du journalisme [...] des journalistes, des journaux et des intellectuels ». C'est-à-dire également la sienne [60](#).

Condamner les « radicaux » vaut passeport pour une écoute empreinte de déférence. Les plus légitimes pour porter le fer en raison de leur passé contestataire sont célébrés par les médias et invités sur les plateaux à psychanalyser la perversité de leurs anciens camarades, réels ou supposés. Après sa volée d'éditoriaux contre un Chomsky qu'il avait à l'évidence assez peu lu, Philippe Val fut accueilli à bras ouverts sur le plateau de *Culture et dépendances* par Franz-Olivier Giesbert, également directeur du *Point* (un magazine de centre droit) : « Si on vous a invité, Philippe Val, c'est parce qu'on lit depuis très longtemps vos éditoriaux dans *Charlie Hebdo*, qui sont passionnants parce que vous avez une réputation d'intelligence et de modération. Très bon papier d'ailleurs, sur Noam Chomsky [61](#) ».

Quant à Géraldine Muhlmann – que le lecteur nous excuse de citer ici des noms presque déjà oubliés et qui n'auront bientôt d'autre postérité que d'avoir un jour critiqué Chomsky – elle eut droit, dès la sortie de ses livres (les 9 et 17 mars 2004), à une grêle d'invitations. Sa critique de la critique radicale – qui ne représente qu'une petite partie de son travail – fut systématiquement mise en valeur [62](#). Muhlmann fut également encensée, pour la même raison, par une grande partie de la nomenclatura médiatique : Nicolas Weill (*Le Monde des livres*, 02.04.2004), Edwy Plenel (*Le Monde* 2, 9.04.2004), Philippe Corcuff (*Charlie Hebdo*, 14.04.2004), Roland Cayrol (*L'esprit public*, France Culture, 18.04.2004) etc.

- V -

Chomsky a un jour expliqué le sens des attaques dont il est la cible : « *Le problème est que tout commentaire analytique de la structure institutionnelle du pays est une menace si importante pour la classe des "commissaires", qu'ils ne peuvent même pas l'entendre [...] Donc, si je dis qu'il n'y a pas de conspiration, ce qu'ils entendent c'est qu'il y a une conspiration [...]. C'est un système de croyances très verrouillé* [63](#) ».

Ce verrou demeure en place. En janvier 2005, le philosophe libéral et ancien ministre de l'éducation Luc Ferry fustigeait l'analyse du capitalisme qu'il imputait aux contestataires. Il résumait par contraste sa vision d'un « système » social enfanté de façon « automatique ». Son analyse élargissait au plan de l'économie mondiale la description apaisante et désarmante d'un ordre spontané qu'on oppose aux travaux de Chomsky et d'autres sur les médias :

« Les altermondialistes s'égarèrent considérablement parce qu'ils s'imaginent que derrière ces phénomènes mondialisés – le jeu des marchés financiers, les délocalisations, la désindustrialisation de certains pays, le fait que les identités culturelles soient balayées par une américanisation du monde qui uniformise les modes de vie et donc détruit les cultures locales – il y a des gens qui contrôlent la chose et qui tirent les ficelles. Et qu'ils ont été formés en gros à l'école de Chicago, que ce sont des néolibéraux, que ce sont des méchants. Et on retrouve l'idée marxienne que derrière les processus qui gouvernent le monde, il y a des puissants. C'est le mythe des deux-cents familles. On retrouve les images d'Epinal avec les financiers à cigare et chapeaux haut-de-forme. Or, le vrai problème, si vous voulez, c'est exactement l'inverse. Quand vous regardez, par exemple, les délocalisations, ce qui est très frappant c'est que personne ne contrôle, personne n'est derrière. Ce sont des processus absolument automatiques. Il n'y a pas d'intelligence derrière. » ⁶⁴

Il n'y a en tout cas rien de très neuf dans ce genre d'exposé d'un ordre social « automatique » sur lequel la volonté collective n'aurait aucune prise. Dès 1932, Paul Nizan dévoilait dans *Les Chiens de garde* les dessous d'une telle analyse : « Quand les idées bourgeoises furent regardées comme les productions d'une raison éternelle, quand elles eurent perdu le caractère chancelant d'une production historique, elles eurent alors la plus grande chance de survivre et de résister aux assauts. Tout le monde perdit de vue les causes matérielles qui leur avaient donné naissance et les rendaient en même temps mortelles. La philosophie d'aujourd'hui poursuit cet effort de justification ⁶⁵ ».

D'autres que les philosophes ont relayé cet effort-là. Sa fonction de légitimation est suffisamment essentielle pour qu'il soit devenu illusoire d'imaginer qu'un jour l'argumentation et le respect des textes en auront raison. Noam Chomsky et ceux que son travail de dévoilement inspire n'ont donc pas fini de répéter que leur entreprise intellectuelle « est à l'opposé d'une théorie de la conspiration. Ce n'est rien d'autre qu'une banale analyse institutionnelle, le type d'analyse que l'on fait spontanément lorsqu'on essaie de comprendre comment marche le monde ⁶⁶ ».

NOTES

1. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon Books, New York, (1998) 2002, p.lx.

2. Philippe Corcuff, « Gauche de gauche : le cadavre bouge encore », octobre 2004 <http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=10032>. Philippe Corcuff est un universitaire français, par ailleurs chroniqueur à *Charlie Hebdo* au moment de ses attaques contre Bourdieu, Chomsky et, plus généralement, contre la critique radicale des médias - dont *PLPL* (*Pour lire pas lu*) était, avec [le site Acrimed](http://www.acrimed.org) (Action Critique Média), l'un des principaux organes. Au nom d'Acrimed, le sociologue Patrick Champagne a répliqué au chroniqueur de *Charlie Hebdo* dans « Philippe Corcuff, critique "intelligent" de la critique des médias », [acrimed.org](http://www.acrimed.org), avril 2004, <<http://www.acrimed.org/article1572.html>>.

3. Dans la prose journalistique la plus fruste, la victoire du néolibéralisme est associée à la libération « des besoins d'autonomie, de consommation, d'opportunités créatrices et professionnelles » (Laurent Joffrin, *Marianne*, 29 mars 2004).

4. Les trois noms cités ne constituent que des exemples pris au hasard, ou ce que Pierre Bourdieu appelait des « électrons » d'un « champ » qui leur donne leur « petite force », des « épiphénomènes d'une structure » qui ne seraient rien sans elle (Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, Paris, 1996, p. 63).

5. Voir par exemple la récente biographie de Karl Marx (Jacques Attali, *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Fayard, 2005), de laquelle l'essayiste, ancien conseiller de François Mitterrand, puis banquier, retient surtout que l'auteur du *Capital* « écrit tout le temps qu'il est pour la mondialisation, qu'il est pour le capitalisme, qu'il est pour le libéralisme économique, qu'il est pour la bourgeoisie. » (France culture, 22 juin 2005). Une « lecture » martelée tout au long de son interminable tournée de promotion médiatique.

6. Lire, pour d'autres exemples : « La critique des médias », *Pour Lire Pas Lu* (PLPL) n°20, Juin-Aout 2004 ; également la rubrique « Haro sur la critique des médias », [Acrimed.org](http://www.acrimed.org), [rubrique 246](http://www.acrimed.org/rubrique246).

7. L'année 2005 vit ainsi fleurir les ouvrages, couvertures de presse et dossiers spéciaux consacrés à ce thème. Entre autres : Antoine Vitkine, *Les nouveaux imposteurs*, La martinière, Paris, 2005 ; Véronique Campion-vincent, *La société parano. Théories du complot, menaces et incertitudes*, Payot, 2005 ; Pierre-André Taguieff, *La foire aux illuminés. Esotérisme, théorie du complot, extrémisme*, Mille et une nuits, 2005 ; Frédéric Charpier, *L'Obsession du complot*, Bourin éditeur, 2005. La sortie de ces ouvrages fut accompagnée - au moins pour les trois premiers - d'articles de presse élogieux dans les principaux quotidiens et hebdomadaires et de multiples apparitions médiatiques de leurs auteurs. De son côté, le magazine *TOC* consacra un dossier à « La mode des complots » (mars 2005). *Le magazine Littéraire* fit de même avec « La paranoïa » (juillet-aout 2005) avant que *Le Monde 2* ne s'intéresse au « retour des théories du complot » (5 novembre 2005). L'année 2005 vit également la parution d'une bande dessinée de Will Eisner sur l'histoire des Protocoles des Sages de Sion (*Le Complot*, Grasset), ainsi que la sortie dans les salles de cinéma d'un documentaire du cinéaste américain Marc Levin sur le même thème (*Les protocoles de la rumeur*).

8. L'émission « Arrêt sur images » en a fourni récemment deux exemples. Devant la mise en question de l'image que ses reportages véhiculent de l'Islam, le journaliste Mohamed Sifaoui répliqua aussitôt : « En gros, si je résume, c'est : depuis 30 ans, tous les médias français se sont mis d'accord, parce qu'il y a un énorme complot contre la communauté musulmane, [...] cette démarche intellectuellement est totalement insensée et idiote, parce que elle repose déjà sur une question de complot » (France 5, 16 octobre 2005). Deux mois plus tard, interrogé sur les menaces de sanction des industriels envers les journalistes qui se risqueraient à critiquer leur produits, Alain Grangé-Cabane, président de la Fédération des industries de la parfumerie, rétorque à son tour : « Je me demande si c'est pas un peu aussi la théorie du complot qui surgit partout. Les horribles annonceurs seraient là pour essayer d'étouffer la vérité. » (France 5, 4 décembre 2005).

9. Souvent il s'agit de noms génériques qui permettent d'affecter de ne pas répondre directement à d'autres intervenants envers qui on souhaite feindre le mépris.

10. Site ultra libéral du Chat borgne, <<http://www.chatborgne.com/>>.

11. Lire l'article de Laurent Joffrin, alors directeur de la rédaction de *Libération*, assimilant les analyses de Pierre Bourdieu et consorts à une « vision fantasmagorique, déstructurante et paranoïaque du monde », un « bizarre croisement entre X-files et Maurice Thorez » (*Libération*, 12 mai 1998). Maurice Thorez fut secrétaire général du Parti communiste français de 1930 à 1964.

12. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Manufacturing Consent*, op. cit. Quinze ans plus tard, cet ouvrage a été (très approximativement) traduit en français sous le titre (incongru) de *La Fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains* (Le Serpent à plumes, 2003).

13. Lire Mark Achbar, *Manufacturing Consent. Noam Chomsky and the media*, Editions Black Rose Books, Montréal, Québec, 1994, p.61.

14. Lire Jean Bricmont, « Folies & raisons d'un processus de dénigrement. Lire Noam Chomsky en France », postface à Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Agone, Coll. « Éléments », Marseille, 3e ed., (2001) 2004, p.227-257.

15. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon Books, New York, (1998) 2002, p.lx.

16. Peter Mitchel et John Schoeffel, *Understanding Power. The indispensable Chomsky*, (The New York Press, New York, 2002) Vintage, Londres, 2003, p.26.

17. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Manufacturing Consent*, op. cit., p.xvii.

18. *Ibid*, p.xi

19. Noam Chomsky in Peter Mitchel et John Schoeffel, *Understanding Power*, op. cit., p.26.

20. Noam Chomsky, *Propaganda*, Le Félin, coll. « Danger Public », Paris, 2002. Il s'agit de la conférence « Media Control : The Spectacular Achievements of Propaganda » (Seven Stories Press, New York, 1997) donnée par Chomsky le 17 mars 1991.

21. Philippe Val, « Noam Chomsky dans son mandaron », *Charlie Hebdo*, 19 juin 2002.

22. Noam Chomsky, *Télérama*, 07 mai 2003.

23. Daniel Schneidermann, *Le cauchemar médiatique*, Denoël Impact, Paris, 2003, p. 121-122.

24. Edward S. Herman, « The propaganda model revisited », *Monthly Review*, New York, juillet 1996.

25. *Understanding Power*, op. cit., p.390.

26. Géraldine Muhlmann, *Du journalisme en démocratie*, Payot, Paris, 2004, p.28.

27. Philippe Corcuff, « De quelques aspects marquants de la sociologie de Pierre Bourdieu », octobre 2004, <http://calle-luna.org/article.php?id_article=136>. Philippe Corcuff est coutumier de l'administration d'une preuve par voie de citation trafiquée. Il lui arrive ainsi régulièrement de résumer le discours de certains auteurs en encadrant de guillemets des termes (en l'occurrence, celui de « complot », ou de « grand complot néolibéral ») auxquels ceux-ci n'ont recours que pour en récuser l'usage. Lire, pour plus de détails : Patrick Champagne, « Philippe Corcuff, critique "intelligent" de la critique des médias », *acrimed.org*, avril 2004, [article 1572](#).

28. Edwy Plenel, *Procès*, Stock, 2005, p.78. Un an plus tôt, Edwy Plenel vitupérait déjà cette « critique destructrice et mortifère » et saluait avec enthousiasme la publication des essais de Géraldine Muhlmann (*Le Monde* 2, 9 avril 2004).

29. Nicole Bacharan, « De quoi j'me mêle : Tous manipulés ? », *Arte*, 13 avril 2004.

30. Luc Ferry, « Pièce à conviction », *France 3*, 5 juin 2003.

31. « Ferry / Julliard », *LCI*, 12 février 2005.

32. Géraldine Muhlmann, « Idées », *RFI*, 16 mai 2004, 0h10 TU (Temps Universel).

33. *BFM*, 15 octobre 2004, 13h30.

34. Daniel Schneidermann, *Du journalisme après Bourdieu*, Editions Fayard, 1999, p.41.

35. Cela sans compter les périodiques qui titrent régulièrement sur des complots, des vérités cachées et des forces occultes de tous ordres. Voir à ce sujet le montage de "Unes" et de titres de presse réalisé par *PLPL* : « Leur théorie du complot », *Pour Lire Pas Lu (PLPL)* n°20, juin-août 2004, p.12.

36. Dans son ouvrage, *L'Effroyable imposture* (Carnot, Paris, 2002), Thierry Meyssan affirmait, entre autres, qu'aucun avion ne s'était écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001.

37. Daniel Schneidermann, *Le Cauchemar Médiatique*, op. cit., pp.121-122. On retrouve le même type d'amalgame dans l'essai d'Antoine Vitkine, *Les nouveaux imposteurs* (op. cit.). Notons au passage qu'il est assez paradoxal d'associer Chomsky à la théorie conspirationniste sur la mort de Kennedy qu'il a pourtant rejetée à plusieurs reprises très clairement, en argumentant de façon détaillée (voir Noam Chomsky, *Rethinking Camelot. JFK, the Vietnam War and U.S. Political Culture*, South End Press, Boston, 1993). Il l'a même qualifiée d'« extrêmement improbable », soulignant que « personne n'a pu jusqu'à présent avancer ne serait-ce qu'une raison plausible ». Il ajoutait que « l'énergie et la passion qui sont mises dans ce genre de choses [...] sont particulièrement auto-destructrices » et qu'il serait souhaitable de faire un « effort sérieux » pour « oublier tout cela » (*Understanding Power*, op. cit., p.326-331 et 348-351). De manière assez originale (et qui en dit long sur sa maîtrise des sujets qu'il traite), cet assassinat est justement pour Antoine Vitkine le « seul complot majeur » qui soit « encore non éclairci » (*Les Nouveaux imposteurs*, op.cit., p.17). Et c'est Vitkine qui accuse Chomsky, entre autres, de contribuer à maintenir vivace les théories du complot...

38. Géraldine Muhlmann, « La critique en reste au coup de gueule » (entretien avec Olivier Costemalle et Catherine Mallaval), *Libération*, 19 juin 2004.

39. Géraldine Muhlmann, « Le travail du regard chez le journaliste » (entretien avec Raphaël Enthoven), *Lire*, mai 2004.

40. Nicolas Weill, « Le journalisme au-delà du mépris », *Le Monde des livres*, 2 avril 2004. Pour une analyse plus détaillée de ce texte, lire Henri Maler, « Le Monde contre "les critiques antimédias", antidémocrates et antisémites », *acrimed.org*, 26 avril 2004, [article 1557](#).

41. Marc Durin-Valois, « L'implacable logique économique », *Le Figaro magazine*, 22 novembre 2003.

42. Géraldine Muhlmann, « Idées », émission citée.

43. Philippe Val, *Charlie Hebdo*, 19 juin 2002.

- [44.](#) « La face cachée du journalisme », *Le Nouvel Observateur*, 30 octobre 2003.
- [45.](#) Airy Routier, « Ces grands patrons qui tiennent les médias », *Le Nouvel Observateur*, 1er juillet 1999.
- [46.](#) Lire l'analyse détaillée d'Yves Rebours, « Le Nouvel Obs et les journalistes », acrimed.org, 31 octobre 2003, [article 1326](#).
- [47.](#) Laurent Joffrin, *Le Premier pouvoir*, France Culture, 6 novembre 2004.
- [48.](#) Pour être tout à fait équitable à leur endroit, ce reproche ne saurait être adressé ni à Philippe Corcuff ni à Géraldine Muhlmann étant donné que leurs travaux, plus ou moins aboutis, n'ont rencontré qu'un public relativement confidentiel, nonobstant l'acharnement des deux auteurs à se faire connaître, directement ou par l'entremise de leurs innombrables compères journalistes.
- [49.](#) Lire Philippe Corcuff, « La critique gauchiste des médias », *Charlie Hebdo*, 6 novembre 2002 ; Philippe Corcuff, « De quelques problèmes des nouvelles radicalités en général (et de PLPL en particulier) », *Le Passant ordinaire*, septembre-octobre 2001.
- [50.](#) Thomas Ferenczi, « Le journalisme critiqué et honoré », *Le Monde*, 26 janvier 2002.
- [51.](#) *Ibid.*
- [52.](#) Bien qu'il faille rappeler le caractère peu scientifique de la plupart des sondages, la concordance des résultats donne une idée du soupçon qui pèse sur les médias. Une enquête réalisée par la Sofrès en janvier 2004 ne dénombrait que 6 % de personnes estimant que « *Les choses se sont passées vraiment comme le journal les raconte* » (et 42 % que « *les choses se sont passées à peu près comme le journal les raconte* »). Dans *L'État de l'opinion 2003* (Le Seuil) seuls 30 % environ des sondés, jugeaient que « les médias sont indépendants des pressions politiques et financières ».
- [53.](#) « La face cachée du journalisme », *Le Nouvel Observateur*, 30 octobre 2003.
- [54.](#) Le licenciement de Daniel Schneidermann, en septembre 2003, par la direction du *Monde*, par exemple, fut précisément justifié par cet article 3b. Mais le cas particulier d'une « personnalité » ne doit pas faire oublier les licenciements « anonymes » ou, surtout, le poids qu'une telle menace fait peser sur l'ensemble de la profession.
- [55.](#) Lire Noam Chomsky, *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, Spartacus, 1982 ; « Libération et Noam Chomsky », acrimed.org, avril 2000, [article 77](#) ; Jean Bricmont, « Folies & raisons d'un processus de dénigrement », *op.cit.* ; « [Pas lu dans Libé](#) », *PLPL* n°0, juin 2000.
- [56.](#) « Un tour du monde en 80 journaux », Supplément au *Monde* daté du 5 décembre 2003.
- [57.](#) Philippe Val, *Charlie Hebdo*, 24 décembre 2003. Plusieurs des droits de réponse qui lui ont été adressés, dont celui de l'OFM et du président d'Attac, n'ont jamais été publiés.
- [58.](#) Sur cette question générale, lire Pierre Rimbart, « Les rapports entre journalistes et intellectuels : cul et chemise ? » acrimed.org, 8 novembre 2004, [article 1809](#).
- [59.](#) Voir Philippe Cohen, *BHL, une biographie*, Fayard, Paris, 2005, p. 13.
- [60.](#) Dans son ouvrage *BHL, une biographie* (*op. cit.*), Philippe Cohen détaille, exemples et comptages à l'appui, les techniques de relations publiques du nouveau philosophe. Les thèses 2, 3 et 4 du chapitre « La République des lettres expliquée à ma fille » sont : « Renvoie toujours l'ascenseur à celui qui t'honore », « Ne manque jamais une occasion de défendre les médias », « Pas d'ennemis chez les journalistes »... Le résultat obtenu par Bernard-Henri Lévy de l'observation de ces trois règles de conduite a excédé ses espérances les plus extravagantes.
- [61.](#) Franz-Olivier Giesbert, « Culture et Dépendances », *France 3*, 26 novembre 2003.
- [62.](#) « La Suite dans les idées » (*France Culture*, 17 mars 2004), « Diagonales » (*France Inter*, 21 mars 2004), « Cultures et dépendances » (*France 3*, 24 mars 2004), « Répliques » (*France Culture*, 27 mars 2004), « Le Bateau Livre » (*France 5*, 2 mai 2004), « Idées » (*RFI*, 16 mai 2004) ; à quoi s'ajoutent deux entretiens, dans *Lire* (mai 2004) et *Libération* (19 juin 2004) ainsi qu'une série de tribunes dans *l'Humanité* (du 29 mars 2004 au 2 avril 2004).
- [63.](#) Mark Achbar, *Manufacturing Consent. Noam Chomsky and the media*, *op.cit.*, p.61.
- [64.](#) « Ferry / Julliard », *LCI*, 29 janvier 2005.
- [65.](#) Paul Nizan, *Les Chiens de garde*, Agone, Marseille, (1932) 1998, p. 93.
- [66.](#) Noam Chomsky in Peter Mitchel et John Schoeffel, *Understanding Power*, *op. cit.*, p.2



Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.les-renseignements-generaux.org